

La pression que les Etats-Unis exercent sur leurs alliés à propos de la reprise des relations économiques avec l'Iran ressemblent de plus en plus à de l'impérialisme arrogant. Les dernières menaces de sanctions à l'égard de sociétés françaises comme la [BNP](#) et [Michelin](#) sont prises très au sérieux. BNP Paribas a passé une provision de 798 millions d'euros pour anticiper les pénalités que risque de lui infliger l'*Office of foreign assets control* (Ofac), charge notamment de la veille sur le respect des embargos déclenchés par les Etats-Unis à l'égard des pays avec lesquels ils ont des litiges graves comme le nucléaire iranien ou qui sont soupçonnés de soutenir le terrorisme international. Les autorités américaines n'apprécient pas la déclaration de Jean-Dominique Senard le PDG de Michelin dans le [Wall Street Journal](#) sur sa volonté de commercer avec l'Iran si les sanctions sont levées. L'engrenage des mesures de rétorsion est désormais classique. Des membres du Congrès interpellent l'exécutif américain afin qu'il passe à l'acte. Ces actions de parlementaires servent d'habillage pour légitimer la prise de position officielle des Etats-Unis.

Il serait difficile contester la légitimité des Etats-Unis s'ils s'appliquaient à eux-mêmes les interdictions d'échanges commerciaux qu'ils veulent imposer à d'autres. Or ce n'est pas le cas. De nombreuses remontées d'information venant d'Iran soulignent le fait que les intérêts économiques américains n'ont pas déserté le pays mais au contraire se positionnent pour capter les futurs contrats en cas d'ouverture confirmée ou de changement de régime.

Autrement dit, la manifestation de plus en plus intempestive d'un nouvel impérialisme américain aura des retombées négatives sur l'image des Etats-Unis car elle générera des réactions informationnelles dont la portée n'est pas à sous-estimer.

Source : [KNOWCKERS](#)